

engendre à son tour une hausse continue de son coût de l'habitation.

Bref, j'affirme que le gouvernement doit se montrer sélectif dans la réduction de ses dépenses. Il n'y a pas de doute, comme le signalait le dernier rapport de l'auditeur général et comme le démontre le dernier rapport du comité des comptes publics au sujet du *Bonaventure*, qu'il y a des dépenses du gouvernement qui sont inutiles et ruineuses. Sans doute, certains domaines de dépenses publiques peuvent souffrir un frein ou un retard en période d'inflation. Mais la matraque de Benson ne permet pas ce genre de sélection.

• (12.50 p.m.)

Si le manque de discernement et de sélection dans la façon dont on réduit les dépenses publiques est absurde, quand on examine le déséquilibre entre les restrictions gouvernementales et celles du secteur privé, la situation est d'un ridicule absolu. Le gouvernement accepte évidemment la théorie que défendent avec acharnement un grand nombre d'esprits moins éclairés du monde des affaires et selon laquelle nos dépenses collectives par l'entremise du gouvernement pour les hôpitaux, les routes, les écoles, nuisent à l'économie tandis que celles que nous faisons en tant que particuliers pour l'achat de motos, de chaussures, de skis, de téléviseurs-couleur, d'une automobile dernier modèle en remplacement de celle de l'an dernier. Aux yeux du gouvernement, ces dépenses sont saines et bénéfiques pour l'économie. Nous, du NPD, nous disons qu'il est économiquement et socialement irresponsable d'exiger—comme le fait le gouvernement actuel—que le secteur public de l'économie supporte presque tout, sinon tout, le poids des sacrifices requis pour enrayer l'inflation.

Les politiques du gouvernement nous ont valu un système où nos priorités sont dans un déséquilibre effarant, où nous produisons des quantités d'articles qui facilitent très peu le progrès social alors qu'une forte pression est faite sur les biens et les services produits collectivement. Même en supposant que l'économie est surchauffée et qu'il faut appliquer les freins, il serait plus rationnel de limiter aussi avec discernement nos investissements dans le secteur privé, particulièrement ceux d'une valeur assez douteuse dont je viens de parler, au lieu de faire des réductions dans les domaines de l'éducation, des services sociaux et de la santé, absolument essentiels à notre bien-être économique.

Mais le gouvernement fédéral a autorisé et, en fait, encouragé le secteur privé à accroître ses dépenses les moins utiles sur le plan social et son accès aux marchés financiers du

Canada, auxquels le gouvernement fédéral doit précisément s'adresser pour obtenir les mêmes fonds. Je pourrais entrer dans les détails, monsieur l'Orateur, au sujet des politiques de prix pratiquées par le gouvernement, mais je vois que le temps ne me le permet pas. Ces politiques ont donné lieu à une surabondance de produits dans le secteur privé mais à une disette dans le secteur public. Tout cela a conduit à un dangereux déséquilibre dans la répartition de nos ressources.

Je ne prétends pas que dans chaque cas les dépenses publiques doivent avoir priorité sur les dépenses privées. Il est aussi absurde de prétendre que les dépenses publiques doivent toujours et dans chaque cas avoir priorité sur les dépenses privées, que ce l'est de continuer dans la voie actuelle. A la place, il faudrait établir un ordre global de priorités en ce qui concerne les dépenses publiques et privées, et, une fois ces priorités établies, nous pourrions alors appliquer des politiques anti-inflationnistes choisies selon les priorités établies. De cette façon, les dépenses nécessaires et utiles, de l'État comme du secteur privé, pourraient être maintenues, voire augmentées dans certains cas, tandis que les dépenses inutiles et inflationnistes, publiques et privées, pourraient être freinées.

S'il faut une sélection dans certains secteurs de l'économie, il en faut aussi dans les différentes régions. Il est tout à fait ridicule d'appliquer les mêmes mesures anti-inflationnistes à des régions canadiennes comme le Manitoba, la Saskatchewan et les provinces de l'Atlantique que celles utilisées en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. M. Bourassa l'a signalé au gouvernement, M. Schreyer aussi, ainsi que M. Thatcher, et M. Robichaud, et M. Smith, et M. Smallwood. Mais Ottawa fait la sourde oreille. Faut-il s'étonner si les tensions s'aggravent. Faut-il s'en étonner alors que les régions qui ne contribuent pas à l'inflation sont traitées comme si elles en étaient aussi responsables. La Saskatchewan, par exemple, est au seuil d'une dépression économique, si elle n'y est déjà et elle doit quand même subir les mesures déflationnistes du fédéral.

En résumé, le gouvernement actuel a essayé de freiner l'inflation en attaquant de façon radicale le fondement même de notre progrès. Il n'a eu ni l'imagination ni l'intelligence de faire un choix parmi les mesures déflationnistes selon les secteurs économiques et les régions du pays. Il en est résulté une montée incessante des coûts, accompagnée d'une hausse radicale et inacceptable du taux de chômage.